



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 5 mars 2026

FOCUS : CRISE COMMERCIALE OUVERTE ENTRE LA COLOMBIE ET L'ÉQUATEUR SUR FOND DE NARCOTRAFFIC.

2

Bolivie

3

La CAF a présenté la stratégie pays de la Bolivie et officialisé un engagement de financements de 3,1 Md\$.

3

Colombie

3

En janvier, le chômage baisse mais présente des signes de fragilités.

3

L'État est en retard sur la présentation de son plan budgétaire pour 2026.

3

Le gouvernement cherche à ce que 6,6 Md\$ des fonds de pension lui soient reversés.

4

Les investissements directs à l'étranger entrants ont chuté de -16,1 % en 2025.

4

Équateur

5

La loi pour le renforcement des secteurs miniers et énergétique est entrée en vigueur.

5

Guyana

5

Le gouvernement a publié sa base de données des minerais présents sur son sol.

5

Pérou

5

L'incident de Camisea déclenche l'état d'urgence et le rationnement du gaz.

5

Les exportations minières ont augmenté de 28 % en 2025.

6

Suriname

6

Les réserves internationales s'élèvent à 1,8 Md\$ en janvier.

6

Venezuela

6

Hausse des prix des produits alimentaires de base.

6

Des visites de prospection dans le secteur minier et pétrolier sont prévues.

6

Focus : Crise commerciale ouverte entre la Colombie et l'Équateur sur fond de narcotrafic.

Fin janvier 2026, le président équatorien Daniel Noboa a soudainement lancé une guerre commerciale contre la Colombie. Depuis le 1^{er} février, des droits de douane de 30 % sur toutes les importations en provenance de Colombie sont établis. Le 1^{er} mars, Quito a intensifié la guerre commerciale en rehaussant les droits de douanes à 50 %. Cette mesure est justifiée par l'Équateur par une « insuffisante coopération » de Bogota dans la lutte contre le narcotrafic à leur frontière commune.

Le gouvernement Petro a répliqué en imposant lui aussi des mesures de rétorsion commerciale. La Colombie a annoncé (i) des droits de douane équivalents sur la majorité des produits équatoriens et (ii) la suspension immédiate des exportations d'électricité vers l'Équateur. Cette réponse a conduit à un renforcement de l'escalade commerciale : le 26 janvier, l'Équateur a multiplié par dix les taxes sur le transport de pétrole colombien via l'oléoduc équatorien, poussant en retour le gouvernement colombien à élargir la liste des produits concernés par les droits de douane.

Les effets macro-économiques de cette crise commerciale devraient a priori rester modérés, car le commerce bilatéral entre l'Équateur et la Colombie est restreint (2,7 Md\$ en 2024, avec un excédent de 1,1 Md\$ en faveur de la Colombie). L'Équateur représentait seulement 1 % des importations et 4 % des exportations colombiennes en 2024, loin derrière les États-Unis (respectivement 26 % et 29 %), la Chine (25 % et 5 %) et l'Union européenne (13 % et 10 %). Les deux pays sont davantage compétiteurs à l'export sur des marchés tiers (bananes, cacao, café, fleurs coupées). Depuis le début du conflit, les exportations colombiennes vers l'Équateur ont chuté de 70 % en valeur. Si les droits de douane se maintenaient dans la durée, l'Équateur pourrait subir des pertes équivalentes à 1 % du PIB (baisse de la production agricole, de l'activité dans les provinces frontalières et de l'activités des chaînes de production).

Au plan micro-économique, la mise en place de barrières douanières pourrait toutefois avoir un impact significatif sur les principaux secteurs exportateurs. Côté colombien, l'excédent bilatéral est principalement tiré par les exportations d'électricité, de véhicules, de produits cosmétiques et de plastiques. Localement, les effets pourraient être importants pour certains départements comme le Valle del Cauca (Colombie), où l'Équateur constitue un important débouché commercial (plus de 150 M\$ d'exportations en 2024). Côté équatorien, l'agriculture serait le principal secteur touché, en particulier les producteurs de riz dont les excédents étaient jusqu'à présent écoulés vers la Colombie sans droit de douane grâce à un accord binational, mais aussi, dans une moindre mesure, les secteurs de l'aquaculture et de la pêche (thon). Selon la Chambre de commerce de Guayaquil, plus de 7 600 importateurs et 2 000 entreprises sont touchés directement ou indirectement et 40 000 emplois sont menacés par ces mesures. Par ailleurs, les importateurs équatoriens mettent en garde sur l'augmentation des coûts qui favorise la contrebande et les économies illégales.

La suspension des ventes d'électricité par la Colombie n'aura a priori pas d'impact à court terme sur l'Équateur, mais elle pourrait en avoir un à compter d'avril (début de la saison sèche), si les mesures étaient toujours en vigueur. En Équateur, plus de 70 % de la production électrique est hydraulique, et le système électrique, structurellement déficitaire, dépend de façon non négligeable de l'électricité colombienne à certaines périodes de l'année. En 2024, pendant la saison sèche (avril-septembre), la Colombie a ainsi fourni entre 8 % et 10 % de l'électricité totale consommée par l'Équateur.

Bolivie

La CAF a présenté la stratégie pays de la Bolivie et officialisé un engagement de financements de 3,1 Md\$.

Un montant palier de 3,1 Md\$ de financements a été annoncé par le président de la Corporation andine de développement (CAF). Le détail des projets n'a pas été présenté mais les ressources devraient s'orienter vers « l'activation de la croissance économique » selon le président de la CAF, en se focalisant sur les infrastructures, les services basiques et les projets stratégiques. Depuis décembre 2025, la banque a engagé une première phase de 918 M\$ soit près de 30 % du montant total. Le premier accord a porté sur une ligne de crédit de 20 M\$ pour Bancosol, dédiée au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Un accord de prêt de 110 M\$ a été signé avec le président Paz pour la construction d'une centrale solaire à Potosí. De plus, des actions de soutien au tourisme dans le *Salar* de Uyuni ont également été annoncées.

La CAF a présenté la stratégie pays de la Bolivie. La stratégie pays a été construite avec les autorités, le secteur académique, le secteur privé et des acteurs de la société civile. La stratégie identifie des priorités sectorielles dans les infrastructures productives, l'éducation, la santé et le tourisme.

Colombie

En janvier, le chômage baisse mais présente des signes de fragilités.

En janvier, le taux de chômage s'établit à 10,9 %, en baisse de -0,7 points de pourcentage (p.p) par rapport à 2024. Si en décembre ce taux s'établissait à 8 %, le résultat de janvier marque tout de même une amélioration, du fait d'un effet saisonnier important (fermeture des emplois

temporaires liés aux fêtes de fin d'année par exemple).

La baisse du taux d'activité explique la majeure partie de cette baisse (-0,7 pp). Le taux d'activité s'établit à 63,6 % (pour 64,3 % en décembre et 64,7 % en janvier 2025). En volume, plus de 410 000 Colombiens sont devenus inactifs sur l'année et la création d'emplois n'a augmenté que de 1,4 % (pour une croissance de 4 % en janvier 2025).

De plus, la qualité de l'emploi se détériore. Alors que les emplois non-salariés (auto-entrepreneurs notamment) ont augmenté de 2,2 % sur la période, pour seulement 0,6 % des emplois salariés formels. En 2026, l'effet de la hausse du coût du travail (hausse du salaire minimum et réforme du travail) pourrait accentuer ce phénomène.

L'État est en retard sur la présentation de son plan budgétaire pour 2026.

Le plan budgétaire établit les projections de recettes et dépenses pour l'année. Habituellement, ce plan est rendu public par le ministre des Finances en début d'année, au plus tard en février. Cette publication est un instrument de confiance et de transparence quant aux projets du gouvernement.

Le retard dans la publication pourrait être liée aux urgences économiques décrétées depuis décembre. En décembre, le premier d'urgence économique décrété a été suspendu par la Cour constitutionnelle et a été suivi par les décrets d'urgence liés aux inondations dans le nord du pays. Le calcul des dépenses et recettes pour l'année s'en trouve donc compliqué par rapport aux années précédentes. Pour autant, une publication prochaine serait importante afin d'ancrer les anticipations des agents, dans le contexte d'une situation budgétaire dégradée. En particulier, les analyses des agences de notation se fondent en grande partie sur ce plan. **L'État a présenté une version préliminaire lors du congrès des banques, tout début mars.**

Le gouvernement cherche à ce que 6,6 Md\$ des fonds de pension lui soient reversés.

Le gouvernement a publié un projet de décret qui transférerait 6,6 Md\$ (25 000 Md COP) des fonds de pension privés (AFP) à Colpensiones (entité publique des retraites). Ce financement devrait permettre à Colpensiones de verser la pension de retraite aux près de 120 000 personnes s'étant récemment affiliées, dans le cadre d'une « fenêtre d'opportunité » de transfert. Parmi elles, 22 500 sont déjà retraitées, ce qui implique un financement de 4 Md\$ pour Colpensiones. La « fenêtre d'opportunité », ouverte jusqu'juillet 2026, permet aux personnes proches de la retraite ou déjà retraitées de changer d'affiliation (d'une AFP à Colpensiones et inversement), en vue de la réforme des retraites (en cours d'étude par la Cour constitutionnelle).

Toutefois, la légalité de ce décret est mise en cause par certains acteurs. 2,6 Md\$ exigés par le gouvernement correspondent aux financements de personnes encore non retraitées. Cependant, le président d'Asofondos (association des AFP) indique que le transfert de ces ressources ne doit se faire que lorsque la personne atteint l'âge de départ à la retraite. En attendant, les fonds de pension continuent de les gérer. Le risque est que le gouvernement utilise ces financements comme trésorerie, afin de libérer des marges, dans un budget sous-financé de 4 Md\$.

Le transfert des AFP à Colpensiones devrait se réaliser dans les 15 jours suivant la publication du décret. Ce sont 4,6 Md\$ des 6,6 Md\$ du projet qui sont investis par les AFP dans des titres de dette publique. Face à l'obligation de liquider rapidement ces actifs, les AFP produiraient une offre massive d'obligations locales en COP (TES) sur le marché, créant une pression à la baisse sur les prix de ces titres et augmentant les taux d'intérêt. En retour, cela pousserait le coût d'endettement de l'État à la

hausse, selon le centre d'analyses économiques ANIF.

Les investissements directs à l'étranger entrants ont chuté de -16,1 % en 2025.

En 2025, les IDE entrants en Colombie ont représenté 11,5 Md\$ contre 13,7 Md\$ en 2024. Ce résultat représente une baisse nette de 33 % par rapport à 2022, année où les IDE ont connu un maximum historique de 17,2 Md\$, et confirme la tendance baissière des IDE.

Les flux d'IDE se concentrent, comme en 2024, sur les services, activités extractives et l'industrie. Les secteurs les plus attractifs ont été les services financiers (3,6 Md\$; -15 % en g.a), le secteur pétrolier (2,5 Md\$; +21 %) et les industries manufacturières (1,7 Md\$; -19,5 %). Le secteur des mines a connu une chute sans précédent de -86 % des IDE entrants : ceux-ci ne représentent plus que 159 M\$ en 2025 contre 1,1 Md\$ en 2024. Jusqu'au T3 2025, les principaux investisseurs sont les États-Unis (3,4 Md\$) et l'Espagne (1,5 Md\$). La France est le sixième investisseur en Colombie, derrière la Suisse, le Panama et le Royaume-Uni.

Cette baisse reflèterait une perte de confiance des investisseurs dans le pays, selon la directrice de la chambre de commerce colombo-étatsunienne (AmCham). La politique environnementale du gouvernement, interdisant les nouvelles explorations pétrolières et gazières, a également participé à cette baisse, dans des secteurs historiquement attractifs.

Indicateurs	Variation hebdl.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-5,0%	35,4%	2171
Change USD/COP	0,8%	-9,2%	3766
Change EUR/COP	-1,0%	1,5%	4371
Prix du baril (Brent, USD)	15,4%	17,3%	81,64

Équateur

La loi pour le renforcement des secteurs miniers et énergétique est entrée en vigueur.

La loi vise à simplifier les procédures pour le développement des secteurs minier et énergétique grâce à une régulation plus efficace. Le texte avait été présenté avec le caractère d'urgence économique par le président Daniel Noboa en janvier 2026. Il cherche notamment à accroître les recettes fiscales et les entrées de devises en provenance de ces deux secteurs à travers un allègement des procédures administratives tout en garantissant le respect des consultations aux populations locales sur la mise en place de ce type de projets. En ce sens, les compétences institutionnelles sont clarifiées et les procédures administratives préalables sont mieux encadrées.

La loi autorise l'extraction de matériaux de construction dans les îles Galápagos, hors du parc national, ce qui suscite des critiques de la part des écologistes. Dans le domaine énergétique, elle modernise la réglementation sur la production, la distribution et l'autoconsommation d'électricité. Des organisations environnementales dénoncent un débat insuffisant et s'inquiètent d'une possible réduction des contrôles et d'une militarisation des zones minières.

Guyana

Le gouvernement a publié sa base de données des minerais présents sur son sol.

Le Guyana a publié une actualisation de sa base de données sur les ressources minérales de 2025. Cette nouvelle base de données donne un accès à plus de 12 000 km² de données géophysiques et 22 000 km² de données historiques. Une mise à jour d'une

telle ampleur n'avait pas été réalisée depuis 1968.

L'objectif de cette mise à jour est de favoriser le développement durable du secteur minier et d'attirer des investisseurs étrangers. Selon le ministre des Ressources naturelles, la publication de ces données s'inscrit dans la volonté de garantir la conformité des activités minières avec la stratégie de développement bas-carbone 2030 du pays.

Pérou

L'incident de Camisea déclenche l'état d'urgence et le rationnement du gaz.

Le ministère de l'Energie et des mines a déclaré l'état d'urgence le 1^{er} mars, à la suite d'une fuite sur le système de Camisea à Megantoni. Le décret entraîne un rationnement exceptionnel du gaz naturel au Pérou. Près de 1 000 entreprises ont vu leur consommation limitée et la vente de gaz naturel comprimé (GNC) pour véhicules légers a été restreinte. L'incident, présenté comme inédit en plus de vingt ans d'exploitation, a paralysé le transport des liquides de gaz naturel. Le volume de gaz sec destiné au marché intérieur a chuté de 670 millions à seulement 70 millions de pieds cubes par jour, soit 10 % de la moyenne.

Le gouvernement priorise désormais l'approvisionnement des ménages, des services de santé et des transports publics. Le ministre de l'Energie a indiqué que la réparation du gazoduc, opérée par *Transportadora de Gas del Perú*, pourrait dépasser le délai estimé de deux semaines. Les causes exactes de la défaillance n'ont pas encore été déterminées, le point affecté n'ayant pas été entièrement inspecté. Le ministre a toutefois exclu toute hypothèse d'attaque, dans un contexte international tendu marqué par la hausse des prix du pétrole. Selon certains analystes, l'industrie

manufacturière et l'activité économique sera significativement impactée en mars, celle-ci ayant largement gazéifié sa matrice énergétique ces dernières années.

Les exportations minières ont augmenté de 28 % en 2025.

Les exportations minières du Pérou ont atteint 62 Md\$ en 2025, soit une hausse de 28 % par rapport aux 48,4 Md\$ enregistrés en 2024, selon la *Sociedad Nacional de Minería, Petróleo y Energía* (SNMPE). Le secteur a ainsi représenté 66 % des exportations totales du pays sur l'année, confirmant son rôle central dans l'économie nationale.

Le cuivre est demeuré le principal produit exporté, avec 28,1 Md\$ entre janvier et décembre 2025, en progression de 19 % sur l'année. Il a compté pour 45 % de la valeur totale des exportations minières. Les expéditions d'or ont atteint 23,2 Md\$, enregistrant une forte hausse de 49 % par rapport à 2024, et représentant 38 % du total du secteur minier. Selon la SNMPE, cette performance s'explique à la fois par la hausse des volumes exportés et des prix internationaux, notamment pour l'or et le cuivre, mais aussi pour le plomb et le zinc.

Suriname

Les réserves internationales s'élèvent à 1,8 Md\$ en janvier.

Les réserves internationales fin janvier 2026 représentent 7,4 mois d'importations, une part croissante (7 mois en janvier 2025 et 6,8 mois au point bas, à l'été 2025). L'augmentation des réserves est liée à la hausse des prix internationaux des matières premières. En particulier, les réserves d'or ont augmenté en valeur de 14 % par rapport à décembre 2025 et de +77 % par rapport à janvier 2025.

Venezuela

Hausse des prix des produits alimentaires de base.

Le prix du panier alimentaire familial a enregistré en janvier 2026 une hausse de 681 % (en g.a.) en bolivars et de 42 % en dollars étatsuniens, pour atteindre 677\$. Le panier de base (incluant les services) aurait augmenté de 715,6 % en bolivars et de 48,3 % en dollars étatsuniens pour atteindre 1 067\$.

Des visites de prospection dans le secteur minier et pétrolier sont prévues.

Le secrétaire à l'Intérieur des États-Unis, responsable de la gestion des ressources naturelles et énergétiques fédérales, et président du Conseil national de l'énergie est en visite à Caracas dans la perspective d'une mise en place d'un secteur minier légal et afin d'assurer la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques.

Le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne a, dans le même temps, annoncé qu'une réforme minière était en cours, afin d'autoriser les investissements étrangers dans le secteur. L'objectif est de permettre aux grandes entreprises étrangères d'accéder au marché de l'extraction d'or, de diamants et de terres rares. La visite a permis la signature d'un accord concernant la vente de jusqu'à 1 000kg d'or aux États-Unis. Par ailleurs, la société générale des mines du Venezuela (CVG Minerven), sanctionnée par l'OFAC depuis 2019, aurait signé un contrat pour fournir entre 650 et 1 000kg d'or à la société pétrolière Trafigura (Suisse).

Dans le secteur pétrolier, l'entreprise étatsunienne Exxon envisage d'envoyer une équipe technique au Venezuela. Le vice-président d'Exxon a souligné l'intérêt de l'entreprise à réinvestir le pays, sous réserve de conditions d'investissements favorables.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Équateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)